

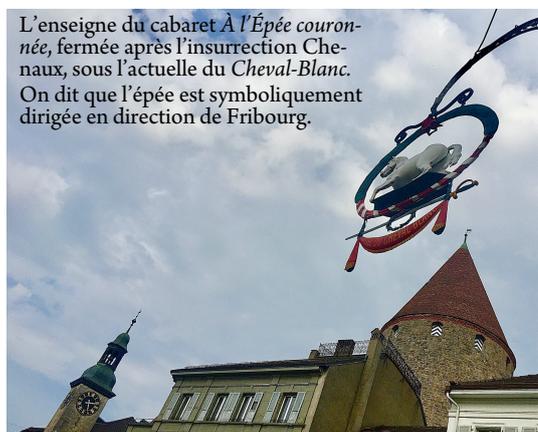
Fiche 12. Contre Fribourg des armes à la main au bulletin de vote

De l'insurrection Chenaux à la Révolution française

Le patriciat de Fribourg intervient de plus en plus dans les bailliages, supprime des fêtes chômées : moins d'occasions de se divertir. Ferme le couvent de la Valsainte pour financer le remplacement des jésuites du collège Saint-Michel de Fribourg : moins d'assistance sociale pour les pauvres. Surexploite les forêts à son profit (Fiche 11) : moins de bois de chauffe et de construction. Sans compter de mauvaises récoltes. En Singine, les paysans sont remontés depuis 1780. À Bulle, un groupe de conjurés se réunit en secret à l'étage du cabaret de l'Épée. La Tour-de-Trême pâtit des mesures prises dans la forêt de Sautaux, en face de la ferme de Pierre-Nicolas Chenaux, entravé dans ses entreprises, qui rejoint la conspiration. Il a du charisme, parle d'envoyer un commando pour prendre Fribourg par surprise à la foire du 3 mai 1781. Informé du projet, le gouvernement met à prix la tête de Chenaux qui aussitôt se place devant Fribourg avec une cinquantaine de partisans, assurant ne recourir à la force que pour se défendre.

Le patriciat laisse grossir l'insurrection pour mieux la réprimer. Bientôt deux à trois milles campagnards équipés légèrement -ils comptaient s'armer en prenant l'arsenal- accourent de la Gruyère et de la Singine se placer sous les ordres de leur «général». Le gouvernement appelle Berne à son secours qui envoie artillerie et cavalerie. Le gros des insurgés se rend. Chenaux est tué par un comparse appâté par la récompense. Son corps est décapité, démembré publiquement à la hache par le bourreau ivre, sa tête enduite de poix en signe d'infamie, fichée à la porte de Romont qui donne sur la Gruyère. On accourt sur la tombe de «saint Nicolas Chenaux» prier le «martyr de la liberté», canonisation spontanée proscrite par l'évêque. La Chambre secrète obtient aveux et dénonciations sous la torture, condamne les meneurs aux galères. Les paroisses peuvent faire leurs «respectueuses représentations». Sans oser contester le patriciat, elles sollicitent baisses fiscales et rétablissement de fêtes religieuses. Les rebelles déçus, exilés, deviendront en 1790 des membres influents du Club helvétique qui s'emploie à dénoncer les exactions des patriciat helvétiques. Deux condamnés aux galères en 1781 sont libérés à Brest, portés en triomphe à l'Assemblée nationale comme «galériens patriotes», coiffés de leur bonnet rouge de forçat appelé à devenir un emblème de la Révolution.

Source KURSCHAT, Serge, *Pierre-Nicolas Chenaux, le révolté gruérien*, Bulle, Éditions Montsalvens, 2017.



Deux marques de l'insurrection Chenaux de 1781 en ville de Bulle

(Photos P.-Ph. Bugnard, 2020)

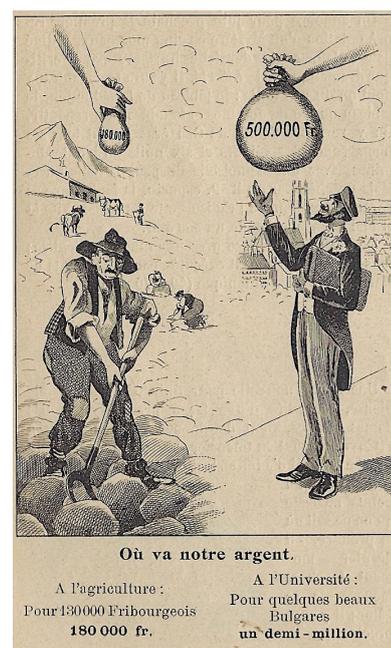


Le geste de rage de Chenaux face à la résidence des baillis, agents du patriciat de Fribourg, est particulièrement réussi

La Gruyère contre le «système de Fribourg»... en vain

Par l'insurrection (1781), puis armés de gourdins (1830) voire encore de fusils (1847), pour réclamer l'égalité des droits ou pour protester à la réunion de Posieux contre le régime radical (1852), c'est enfin par bulletins de vote que les Gruériens poursuivront leur opposition à Fribourg. Et si en 1798 ils ont accompagné l'armée française pour prendre Fribourg, décidés à s'intégrer à une République lémanique et échapper définitivement au patriciat, ils se ravisent très vite face à une fiscalité égalitaire qui les pénaliseraient comme éleveurs.

Avec la démocratie, on voit bientôt Albeuve voter comme un seul homme la liste conservatrice «gouvernementale». Bulle, le chef-lieu, donner 85% de ses suffrages à l'opposition, par un bon tiers des radicaux du district. Charmey voter radical aux scrutins fédéraux, lorsque le secret est garanti, bientôt gagné à la majorité conservatrice cantonale, de gros propriétaires mettant la «bonne liste» en mains des armaillis. 1896 est la dernière élection générale où Charmey vote la liste d'opposition, à l'instar de l'ensemble de la Gruyère. Si la Sarine bascule dans l'opposition, c'en est fait de la majorité gouvernementale. Dans le système majoritaire par arrondissements, le Moratois votant de toute façon radical, il suffit d'une cinquantaine d'électeurs en Gruyère et de 450 en Sarine -sur 11'000- qui «tournent leur veste» pour renverser la majorité parlementaire et donc le gouvernement désigné par la chambre. Face à l'enjeu, chaque électeur «douteux» est traqué par l'Union gouvernementale secrète, «travaillé», village par village. Finalement, avec l'essor de l'infrastructure moderne contrôlée par l'État (électricité, transports, banque, administration, école...), l'électorat gouvernemental est gonflé jusqu'à la victoire dans 6 districts sur 7, dès 1901. De même qu'on avait à embrasser la religion de son maître, on a à voter le parti de son employeur.



Thème favori de l'opposition gruérienne, le gaspillage des ressources publiques (Almanach de Chalamala 1911, p. 42)

L'almanach satyrique de la Gruyère dénonce les dépenses jugées inconsidérées du «système de Fribourg» : l'État croule sous une dette de 102 millions dont le service grève pour plus de moitié son budget de 5 millions (1910).

Sources TORNARE, Alain-Jacques, Révolution française et Contre-Révolution. Impacts en Gruyère, *La Gruyère dans le miroir...* t. 3, 51-65. BUGNARD, Pierre-Philippe, *Le machiavélisme de village. La Gruyère face à Fribourg*, thèse lettres Univ. Fribourg, Lausanne, LFL, 1983, 223-228.